



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BORDEAUX METROPOLE**

Direction de l'Eau  
Esplanade Charles de Gaulle  
33000 Bordeaux

Références : 25-934  
Code AIOT : 0005212741

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement BORDEAUX METROPOLE implanté Station d'épuration de Sabarèges Rue de Sabarèges 33440 Ambarès-et-Lagrave. L'inspection a été annoncée le 20/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de son programme d'inspection annuel, l'inspection des installations classées a planifié une inspection de la station d'épuration Sabarèges située à Ambarès-et-Lagrave. Cette inspection avait pour objectif de vérifier le statut administratif de cette installation, en particulier de son installation de combustion utilisant du biogaz enregistrée par l'arrêté préfectoral 24 octobre 2016 sous la rubrique 2910.

Au cours de cette inspection, les inspecteurs ont également vérifié la gestion des rejets

atmosphériques et du stockage des produits chimiques (quantité et gestion de l'entreposage).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BORDEAUX METROPOLE
- Station d'épuration de Sabarèges Rue de Sabarèges 33440 Ambarès-et-Lagrave
- Code AIOT : 0005212741
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Station d'Épuration (STEP) de Sabarèges, implantée sur la commune d'Ambarès-et-Lagrave dispose d'un arrêté préfectoral d'enregistrement concernant la rubrique 2910 concernant son installation de combustion utilisant du biogaz.

Les files de traitement « eau » et « boues » ont été modifiées en 2006, en vue de réduire et valoriser les boues produites dans la station. La file « boues » a été aménagée afin d'assurer un traitement adapté et de mettre en place une installation pour valoriser le biogaz produit au cours de l'étape de digestion des boues.

Le gaz produit par la digestion (biogaz) est utilisable comme source d'énergie pour le chauffage des digesteurs et des locaux. L'excédent produit est brûlé via une torchère. Le biogaz est stocké en sorti du digesteur (2600 m<sup>3</sup>) dans un gazomètre de 400 m<sup>3</sup>. La destination du biogaz produit est soit la chaudière soit la torchère.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Produits stockés sur le site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 1.3.1	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 1.2	Sans objet
2	Valeur limite d'émission	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 1.3.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que la puissance thermique de l'installation de

combustion est désormais inférieure au seuil de la rubrique 2910-B-1 au regard de la modification de la nomenclature consécutive au décret n° 2018-704 du 3 août 2018. L'exploitant est ainsi en droit de demander une abrogation de son arrêté préfectoral. Dans ce cas, il sera tenu de procéder à une cessation d'activité conformément aux dispositions de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement.

Concernant la gestion du stockage des produits chimiques, des améliorations sont attendues dans le stockage des liquides afin que ce stockage soit toujours réalisé sur une rétention.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 1.2			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature			
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité	Régime
2910-B-2-a	Installation de combustion lorsque les produits consommés sont du biogaz autre que celui visé en 2910C	Puissance thermique nominale : 900 kW	E

  

**Constats :**

L'inspection a constaté que les installations présentes le jour de l'inspection sont conformes à celles décrites dans le dossier de demande d'enregistrement présentée en date du 19 août 2014 et complétée le 20 juillet 2015.

Bordeaux métropole, exploitant de l'unité de combustion de biogaz présente sur la station d'épuration de Sabarèges à Ambarès-et-Lagrave, possède actuellement un arrêté d'enregistrement de son installation de combustion. L'exploitant possède une chaudière de puissance thermique nominale de 900 kW et un groupe électrogène de 800 kW.

Il est à noter que la rubrique 2910 des installations classées concernant la combustion a été modifiée depuis la demande d'enregistrement de l'exploitant. Le seuil pour être soumis à cette rubrique est de 1 MW (pour la rubrique 2910-A ou 2910-B).

Les fiches techniques combustion ([https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/inspection\\_icpe/documents/Fiches\\_techniques\\_combustion\\_2019-mode%20actif.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/inspection_icpe/documents/Fiches_techniques_combustion_2019-mode%20actif.pdf)) définissent que : "On détermine le classement de la ou des installation(s) de combustion de l'établissement en prenant en compte les puissances de l'ensemble des appareils « pouvant être raccordés à une cheminée commune » (= raccordables), y compris les appareils de

puissance inférieure à 1 MW, à l'exception :

- des torchères, des panneaux radiants, des brûleurs des oxydateurs thermiques,
- des activités classées au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes (fours verriers, fours de process chimiques, fours des cimenteries, séchoirs,...),
- des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931."

"Il s'agit [...] de différencier le classement de chaque installation de combustion au titre des rubriques 2910-A-1, 2910-A-2, 2910-B-1 ou 2910-B-2 selon les combustibles utilisés"

Étant donnée que l'installation est composée d'un groupe électrogène au fioul de 800kW inférieur au seuil de classement de la rubrique 2910-A et d'une chaudière au biogaz de puissance thermique 900kW inférieur au seuil de classement de la rubrique 2910-B-1, l'installation n'est plus classée au titre des installations classées pour l'environnement. L'exploitant est ainsi en droit de demander une abrogation de son arrêté préfectoral. Dans ce cas, il sera tenu de procéder à une cessation d'activité conformément aux dispositions de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dans un délai de deux mois, de son choix de solliciter l'abrogation de son arrêté préfectoral et sa cessation d'activités, qui entraîneraient l'arrêt de son suivi au titre de la législation relative aux installations classées. Tant que cette demande n'est pas faite, les dispositions réglementaires relatif à l'arrêté d'enregistrement restent applicables.

Il est rappelé que dans la situation de l'exploitant, étant donné la poursuite de l'activité sur son site, les mesures prévues pour la cessation d'activité peuvent pour certaines être reportées comme le précise l'article R. 512-46-24 bis et le VIII de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Valeur limite d'émission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 1.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, combustion

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposée, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa démarche d'enregistrement.

Le paragraphe 6.2 du dossier technique indique que une mesure de concentrations en O<sub>2</sub> et NO<sub>x</sub> et une mesure de débit doit être effectuée tous les 3 ans par un organisme agréé à l'exutoire des cheminées. Le premier contrôle doit être réalisé 6 mois au plus tard après la mise en service des installations. [...]

La qualité des gaz de combustion sera inférieure ou égale aux valeurs suivantes :

- Teneur en O<sub>2</sub> sur gaz sec : 3 % ;
- Poussières : 5 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- CO : 250 mg/m<sup>3</sup> ;

- NOx : 150 mg/m3 ;
- COV non méthanique : 50 mg/m3.

#### Constats :

L'exploitant a présenté un contrôle réalisé le 24 janvier 2023 par un organisme agréé. Ce contrôle a donc bien été réalisé il y a moins de 3 ans.

Ce contrôle a été réalisé sur les valeurs en teneur en O<sub>2</sub>, CO, NOx, COVNM, SO<sub>2</sub> et une mesure de débit a bien été réalisée.

Les valeurs relevées sont conformes aux valeurs indiquées dans le dossier technique de l'exploitant sauf au niveau de la teneur en O<sub>2</sub> sur gaz sec où la concentration était à 3,3% en moyenne.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Produits stockés sur le site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2016, article 1.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, produits chimiques

#### Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa démarche d'enregistrement.

Concernant le stockage des produits chimiques sur votre installation, le dossier technique définit au paragraphe 4.5.1

Bâtiment	Produit	conditionnement	Q u a n t i t é max. stockée	type de cuve	Rétention
L o c a l stockage réactif DDO	Soude	Cuve 10 m3	10 m3	D o u b l e enveloppe	Oui (cuve)
L o c a l stockage réactif DDO	A c i d e sulfurique	Cuve 2 m3	2 m3	D o u b l e enveloppe	Oui (cuve)
L o c a l stockage réactif DDO	Eau de Javel (hypochlorite de sodium)	Cuve 10 m3	10 m3	D o u b l e enveloppe	Oui (cuve)
Local EI	C h l o r u r e ferrique	Cuve 25 m3	25 m3	D o u b l e enveloppe	Oui (cuve)
SAS devant TGBT1	Polymère AN 934 VHM	Sac de 25kg	1,5 T	-	Non

TGBT1	934 VHM				
L o c a l Pompes à boues	Polymère liquide Zetag 9016	Conteneur 1 m3	8 m3	-	Oui (bac)
L o c a l préparation Polymère				-	Non
L o c a l Pompes à boues	Polymère liquide Zetag 9048FS	Bidon 25 L	1 500 L	-	Non
Cuve fuel enterrée	Fuel	Cuve 5000 L	5 000 L	D o u b l e enveloppe	Oui (cuve)

Au paragraphe 4.5.2 il est indiqué que :

*"Les volumes utiles des rétentions sont au moins égaux à la plus grande des valeurs suivantes :*

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,*
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés. [...]*

*Les polymères de la filière boue (Polymère Zetag 9016) sont stockés dans le local des pompes à boues ou dans le local de préparation des polymères. Le Zetag 9016 est stocké dans un conteneur de 1 m3 et le Zetag 9048FS sous forme de bidon de 25 L. une rétention est mise en place par la présence de bac pour les polymères stockés en conteneur dans le local pompes à boues."*

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées pour l'environnement a constaté que les produits chimiques présents sur l'installation étaient bien identiques aux produits indiqués dans le dossier technique d'enregistrement.

Toutefois, elle a constaté que dans le local pompes à boues, 3 conteneurs de 1 m<sup>3</sup> étaient présents et contenaient du polymère liquide Flopam EM 440 LOB. Ces conteneurs n'étaient pas stockés sur une rétention.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veille à ce que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols soit associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Il justifie à l'inspection des installations classées de la mise en conformité des stockages dans le local pompes à boues.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois